

DÉBATS • GUERRE EN UKRAINE

« Pour l'UE, la priorité absolue est de garder la tête froide afin d'éviter une guerre nucléaire »

TRIBUNE

Luuk van Middelaar

Historien

Pour l'historien néerlandais Luuk van Middelaar, il est irresponsable de clamer que Poutine bluffe et imprudent d'agiter la perspective d'une adhésion de l'Ukraine à l'UE

Publié le 10 mars 2022 à 05h45 - Mis à jour le 25 mars 2022 à 16h48 | Lecture 7 min.

Article réservé aux abonnés

Tribune. En envahissant l'Ukraine, le président Poutine s'est lancé dans l'impensable. Il a franchi le Rubicon – déclencher une guerre. Aujourd'hui, Poutine ne peut faire machine arrière. L'Ukraine est à feu et à sang. Il risque le tout pour le tout.

Pour nous, deux éléments sont vitaux dans une telle situation : la volonté politique et le sang-froid. Le premier abonde ; le second se fait rare. Mais quand les vngt-sept chefs d'Etat et de gouvernement se réuniront à Versailles ces jeudi 10 et vendredi 11 mars, ils auront grandement besoin de l'un et de l'autre. En période de grand danger, des forces inattendues se déchaînent. L'Ukraine, aujourd'hui, se défend avec courage. Elle a remporté une victoire éclatante dans la bataille pour l'opinion publique européenne. Ce n'est plus un pays chaotique de 40 millions d'âmes bordé par la mer Noire, mais une nation qui se présente comme porteuse de la promesse démocratique européenne, et dont le président Volodymyr Zelensky est le héros.

Revirement allemand

La réaction allemande – sa forte mobilisation politique – est au moins aussi inattendue et soudaine. Investissements massifs dans la défense, soutien militaire à Kiev, reconnaissance de la gravité de l'erreur stratégique qu'est la dépendance au gaz russe – le chancelier Olaf Scholz multiplie les annonces surprises au Bundestag. Ce à quoi l'Allemagne n'a jamais voulu se résoudre, alors que ses voisins de l'Est et les présidents américains l'y exhortent depuis tant d'années, elle se hâte aujourd'hui de le faire face à la guerre de Vladimir Poutine.

Newsletter

« LA REVUE DU MONDE »

Chaque vendredi, les dix articles de la semaine qu'il ne fallait pas manquer.

[S'inscrire](#)

Ce revirement spectaculaire donne à l'Union européenne (UE) davantage d'unité et de force. A présent que Berlin ne freine plus des quatre fers, les sanctions contre la Russie tombent promptement et massivement. L'UE s'est engagée à débloquer 450 millions d'euros pour fournir des armements à Kiev – un geste tabou il y a dix ans encore. L'Europe a ainsi l'impression d'avoir franchi elle aussi un Rubicon.

Lire aussi | [Guerre en Ukraine : en Allemagne, la révolution du chancelier Olaf Scholz sur la politique de défense](#)

Le réveil géopolitique allemand a d'autres conséquences. Tant que la première puissance européenne éprouvait des réticences à user de la force militaire, l'Europe ne pouvait être forte. Mais maintenant que l'Allemagne accepte les réalités de la politique de puissance internationale, beaucoup de choses peuvent changer. Déjà, la France, qui milite pour une « Europe puissante » depuis de Gaulle, se sentira

moins seule ; les autres pays dans la queue du peloton de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), comme l'Italie ou les Pays-Bas, ne pourront plus se cacher derrière l'Allemagne.

Retenez l'essentiel sur les armes
nucléaires

Test gratuit

L'engagement des sociétés civiles

Ces décisions sont à l'unisson avec l'engagement remarquable de l'opinion publique. Dans l'Europe entière, des gens manifestent et tentent de venir en aide aux réfugiés ukrainiens, certains vont même jusqu'à s'engager pour se battre contre Poutine. Les sociétés civiles se montrent prêtes à des sacrifices économiques pour défendre la démocratie, la sécurité et la paix – c'est une première.

L'énergie politique abonde, donc, mais le calme stratégique fait parfois défaut. Ce qui est préoccupant. Le triomphalisme en vogue sur Twitter à propos des erreurs de calcul militaires russes est prématuré. Il faut garder la tête froide ; il s'agit d'une question de vie ou de mort. La priorité absolue est d'éviter une guerre nucléaire. Clamer que Poutine bluffe est tout à fait irresponsable. Or tous les dirigeants politiques ne semblent pas en avoir conscience. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a bien imprudemment mis sur la table la possibilité d'une adhésion de l'Ukraine à l'UE. Le lendemain, le président Zelensky déposait une demande officielle d'adhésion. La Pologne et plusieurs autres pays d'Europe de l'Est ont applaudi, le Parlement européen itou. Pour l'heure, les Etats membres hésitants gardent le silence ou bien tentent d'apporter des nuances ; personne ne veut priver les Ukrainiens aux abois de cette lueur d'espoir.

Ursula von der Leyen semble ignorer que pour le Kremlin, que nous nous évertuons à ramener à la raison, les promesses que l'OTAN et l'UE font à Kiev depuis 2008 sont un sujet majeur de conflit. Est-ce bien le moment d'alimenter la défiance de cet opposant en rage et d'ajouter à la complexité d'une situation déjà si dangereusement ambiguë ?

Une ligne rouge géopolitique

Par les temps qui courent, les formules diplomatiques comme « perspective à long terme » ou « un jour peut-être » sont contreproductives. C'est tragique, certes, mais ces annonces viennent au mieux trop tôt. Au pire, elles ne seront qu'une fausse promesse de plus. Le sommet de Versailles risquerait de devenir pour l'UE ce que le triste sommet de Bucarest d'avril 2008 fut pour l'OTAN, qui avait promis à la Géorgie et à l'Ukraine qu'elles pourraient y adhérer : on prétend ainsi ouvrir la porte à des aspirants à l'adhésion, tout en sachant parfaitement qu'ils ne la franchiront pas sans conséquences dramatiques et sans dommages, notamment pour leur intégrité territoriale.

Du reste, que se passerait-il si cette ancienne république soviétique qu'est l'Ukraine adhérerait à l'UE sans devenir en même temps membre de l'OTAN ? L'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN est une ligne rouge géopolitique – elle entraînerait un risque de guerre nucléaire entre les Etats-Unis et la Russie. Mais l'Union européenne peut-elle soustraire l'Ukraine à l'étreinte de Moscou sans les Etats-Unis ? Peut-elle défendre l'Ukraine avec sa seule clause de défense mutuelle (article 42, paragraphe 7, du traité sur l'Union européenne) – l'équivalent, jusqu'alors jamais mis à l'épreuve, de l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord [*stipulant que toute attaque armée contre un pays de l'OTAN sera considérée comme une attaque contre l'ensemble de ses membres*] ? Sans surprise, quelques jours après la demande d'adhésion de l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie, elles aussi désireuses d'échapper à Moscou, lui ont emboîté le pas.

Lire aussi | [Face à la Russie, le sursaut de l'Union européenne](#)

Pour mémoire, lors de l'élargissement à l'Est qui a suivi la fin de la guerre froide, la Pologne et les autres nouveaux membres ont d'abord intégré l'OTAN, puis l'UE. Certains avec un décalage de cinq ans (comme la Pologne), d'autres de quelques jours (comme la Slovaquie), mais l'adhésion à l'OTAN, avec sa force de frappe nucléaire, a toujours précédé l'adhésion à l'UE, et ce n'est pas sans raison. Il est vrai que la Finlande et la Suède font partie de l'UE sans pour autant être membres de l'OTAN (de même que l'Autriche, l'Irlande et Chypre), mais ces Etats étaient neutres pendant la guerre froide ; ils ne se trouvaient pas de l'autre côté du rideau de fer.

S'affranchir de l'insouciance stratégique

Cet exemple de l'adhésion ukrainienne à l'UE montre que, malgré cette guerre, l'Europe ne parvient pas à s'affranchir en un seul coup de son insouciance stratégique. Penser en termes de puissance, d'intérêts et d'identité, en termes d'histoire et de géographie ne cadre pas avec l'image que l'UE se fait traditionnellement d'elle-même, celle d'un espace neutre et ouvert. L'UE s'est construite pour dépasser la politique de puissance, faire voler en éclats les frontières et les murs, désamorcer les rivalités nationales. Ses fondateurs voyaient l'Europe comme l'avant-garde de la paix mondiale, non une puissance qui bouscule les autres, mais un modèle moral, parlant la langue des valeurs et du

commerce, à la fois affable et hautaine. Cette vocation s'est renforcée après 1989 : l'Europe était la fin de l'histoire.

« L'UE doit se confronter à des dilemmes tragiques – opérer des compromis entre ce qui est idéal et ce qui est possible »

En ces jours où l'histoire fait si brutalement son retour, il lui faudra du temps pour corriger ces défauts et remédier à ces points aveugles. Il ne suffit pas d'appeler à une Commission plus géopolitique ou à une « souveraineté européenne » accrue. Ni de fournir des armes à Kiev. Un ange muni d'une épée demeure un ange. Si l'Europe veut agir en tant que puissance parmi les puissances, si elle entend même, à un certain moment, être capable d'engager la force militaire, elle devra adopter un autre langage à propos d'elle-même et de sa place dans le monde.

Comme l'écrit le politiste britannique Hans Kribbe dans *The Strongmen* [« les hommes forts », non traduit en français, Agenda Publishing, 2020], l'Union doit changer de philosophie et de comportement. Elle doit se confronter à des dilemmes tragiques – opérer des compromis entre ce qui est idéal et ce qui est possible, ce qui est juste et ce qui est nécessaire. Somme toute, au lieu d'être l'ange qui se bat pour libérer le continent et le monde du mal et de la tyrannie, il lui faut être un acteur non plus éternel, mais stratégique, versé en *realpolitik*, qui comprend les limites de ses forces et de son époque.

Au cours des jours et des semaines qui viennent, l'Europe devra se poser cette question : sommes-nous capables de cohabiter avec un adversaire géopolitique que nous méprisons, qu'il s'agisse de Moscou ou de Pékin ? Au lieu d'essayer de l'écraser comme l'incarnation du mal, au lieu de nous projeter (une fois de plus !) dans un futur post-historique de paix universelle, nous montrerons-nous à même de le traiter comme un rival ? Peut-être est-ce là le véritable Rubicon politique que l'Europe se doit de franchir.

Traduit de l'anglais par Valentine Morizot

¶ **Luuk van Middelaar** est un historien et philosophe politique néerlandais. De 2010 à 2014, il a été conseiller politique du président du Conseil européen, Herman Van Rompuy. Dernier ouvrage paru en français : *Le Réveil géopolitique de l'Europe* (Editions du Collège de France, 96 p., 16 €).

Retrouvez nos tribunes sur la guerre en Ukraine

- **Marie Mendras**, politiste au CNRS et au CERI (Sciences Po) : « Les Russes vivent pétrifiés par la violence de la propagande. Les élites politiques et économiques sont atterrées »
- **Ariane Vidal-Naquet**, juriste « En Russie, le droit demeure un instrument entre les mains du pouvoir politique »
- **Jo Nesbø**, écrivain et scénariste norvégien : « La guerre des histoires est une guerre longue. Et Vladimir Poutine finira par la perdre »
- **Dimitri Minic**, chercheur à l'IFRI : « Les élites politico-militaires russes croient que le monde leur est hostile et que les Etats-Unis sont omniscients »
- **Lasha Otkhmezuri**, historien : « Poutine a occupé nos esprits, avant d'occuper l'Ukraine »
- **Jan Krauze**, essayiste : « Pourquoi a-t-on si peur de Poutine, au lieu de faire peur à cet homme qui ne respecte rien d'autre que les